

Polémique du 14-Juillet: Sandra Bertin en correctionnelle

La polémique entre l'ancien ministre de l'Intérieur et l'une des responsables de la police niçoise est évoquée aujourd'hui devant le tribunal correctionnel de Paris

La vérité jaillira-t-elle du débat judiciaire qui doit se dérouler aujourd'hui en public devant la 17^e chambre du tribunal correctionnel de Paris? Bernard Cazeneuve, ministre de l'Intérieur au moment de l'attentat du 14-Juillet sur la promenade des Anglais, attaque en diffamation Sandra Bertin, policière municipale, chef du centre de supervision urbain de Nice. La présidente Fabienne Siredey-Garnier, a prévu une après-midi pour analyser cette affaire qui a, un temps, altéré les relations entre les policiers municipaux et nationaux à Nice.

Une manifestation de soutien

Une dizaine de témoins, cités par la défense (représentée par M^e Adrien Ver-



Bernard Cazeneuve (ici sur la promenade des Anglais), à l'époque ministre de l'Intérieur, attaque Sandra Bertin, chef du centre de supervision urbain de Nice en diffamation.

rier et Emmanuel Marsigny) et par le plaignant (M^e Basile Ader) doivent être entendus pour infirmer ou con-

firmer les propos de Sandra Bertin. La policière municipale affirme avoir subi des pressions du cabinet du mi-

nistre de l'Intérieur pour lui faire modifier le rapport qu'elle préparait sur la présence des effectifs policiers

le soir de l'attentat. Des accusations qui faisaient écho à celles de Christian Estrosi, alors premier adjoint au



maire chargé de la sécurité. Ce dernier avait très vite mis en cause le dispositif de sécurité élaboré en préfecture.

Les propos de Sandra Bertin, d'abord relayés dans une interview publiée par l'hebdomadaire *Le JDD* puis réitérés dans divers médias, ont poussé Bernard Cazeneuve à contre-attaquer sur le terrain judiciaire. D'abord par le biais d'une plainte en diffamation (classée sans suite par le parquet de Paris), puis par cette citation directe devant le tribunal correctionnel.

Des amis et collègues de Sandra Bertin ont appelé, via les réseaux sociaux, à un rassemblement de soutien, demain, devant le palais de justice de Paris.

CHRISTOPHE PERRIN
chperrin@nicematin.fr